

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTRE DE L'ECONOMIE  
DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

## SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE 2013



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE  
ET DE LA POLITIQUE FISCALE



## SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	6
I. INFORMATIONS SOCIALES	7
I.1. LA SANTE	8
I.1.1. Les infrastructures et le personnel de santé	8
I.1.1.1. Les infrastructures	8
I.1.1.2. Le personnel de santé	9
I.1.2. L'accès des populations aux soins de santé	9
I.2. L'ASSURANCE MALADIE ET LA SECURITE SOCIALE	10
I.3. L'EDUCATION	11
I.3.1. Les structures éducatives	12
I.3.2. L'effectif des enseignants et des élèves	13
I.3.3. Les résultats scolaires	14
I.4. LA FORMATION PROFESSIONNELLE	14
I.5. L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL	15
I.6. L'EMPLOI	15
I.6.1. L'emploi dans le secteur privé	15
I.6.2. L'emploi dans le secteur public	17
II. INFORMATIONS ECONOMIQUES	19
II.1. LES INFRASTRUCTURES DE BASE	20
II.1.1. Les infrastructures de communication	20
II.1.1.1. La route	20
II.1.1.2. Les aérodromes	21
II.1.1.3. Les moyens de transport	21
II.1.2. Les infrastructures de télécommunication	24
II.1.3. Les infrastructures de distribution de l'eau et de l'électricité	25
II.2. LES SECTEURS PRODUCTIFS	26
II.2.1. Le secteur primaire	26
II.2.1.1. L'agriculture	26
II.2.1.2. L'élevage	28
II.2.1.3. La pêche et l'aquaculture	30
II.2.1.4. L'exploitation forestière	31
II.2.1.5. Les mines et le pétrole	31
II.2.2. Le secteur secondaire	33
II.2.2.1. La transformation du bois	33
II.2.2.2. L'électricité et l'eau	34
II.2.2.3. Le bâtiment et les travaux publics	37
II.2.3. Le secteur tertiaire	38
II.2.3.1. Le commerce	38
II.2.3.2. L'hôtellerie et la restauration	39
II.2.3.3. Le tourisme	41
II.2.3.4. Les services bancaires, de transfert d'argent et de courrier	42
CONCLUSION	45
ANNEXES	47

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Structures sanitaires en 2013 -----	8
Tableau 2 : Personnel de santé en 2013 -----	9
Tableau 3 : Activités des consultations curatives -----	9
Tableau 4 : Vaccination des enfants en 2013 -----	10
Tableau 5 : Vaccination des femmes en 2013 -----	10
Tableau 6 : Activités de la CNSS -----	11
Tableau 7 : Etablissements scolaires en 2012-2013-----	12
Tableau 8 : Nombre de salles de classe en 2012-2013 -----	13
Tableau 9 : Nombre d'enseignants et d'élèves par département en 2012-2013 -----	13
Tableau 10 : Résultats scolaires -----	14
Tableau 11 : Statistiques du lycée Alexandre BIANGUE-----	15
Tableau 12 : Emplois par secteur d'activité -----	17
Tableau 13 : Effectif des fonctionnaires -----	18
Tableau 14 : Masse salariale des fonctionnaires -----	18
Tableau 15 : Tarif du transport routier au départ de Tchibanga -----	22
Tableau 16 : Coût de la location journalière des véhicules en 2013 -----	23
Tableau 17 : Puissance installée en Mégawatt en 2013 -----	26
Tableau 18 : Longueur du réseau d'électricité en kilomètres -----	26
Tableau 19 : Nombre de postes de transformation -----	26
Tableau 20 : Statistiques agricoles-----	27
Tableau 21 ; Production maraîchère -----	28
Tableau 22 : Fiche d'identification des éleveurs en 2013 -----	28
Tableau 23 : Production du ranch Nyanga -----	29
Tableau 24 : Production de grumes en mètres cubes -----	31
Tableau 25 : Gisements, gîtes et indices miniers-----	32
Tableau 26 : Production, exportations et vente locale de bois débité en mètres cubes -----	33
Tableau 27 : Production nette d'électricité-----	34
Tableau 28 : Nombre d'abonnements en électricité-----	34
Tableau 29 : Vente de l'électricité basse et moyenne tension en Gwh -----	34
Tableau 30 : Chiffre d'affaires hors taxe d'électricité en MFCFA -----	35
Tableau 31 : Eau livrée au réseau de distribution en milliers de mètres cubes -----	36
Tableau 32 : Nombre d'abonnements en eau -----	36
Tableau 33 : Ventes et chiffre d'affaires -----	37
Tableau 34 : Volume des mises à la consommation des hydrocarbures -----	38
Tableau 35 : Livraison des sacs de farine en 2013 -----	39
Tableau 36 : Structures d'hébergement en 2013 -----	40
Tableau 37 : Barème des transferts d'argent au départ de Tchibanga en 2013 -----	44

## AVANT PROPOS

Créée au sein de la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale, la Cellule Promotion de l'Economie Provinciale (CPEP) a pour missions de mettre à la disposition du Gouvernement, des autorités locales, des décideurs économiques et politiques, des étudiants et des chercheurs, ainsi que des investisseurs et d'autres personnes intéressées, des informations socio-économiques de chacune des neuf provinces que compte le Gabon.

Cette mise à disposition des informations se fait à travers la publication annuelle des monographies de chaque province. La présente publication qui concerne la province de la Nyanga, fait suite à la première édition parue un an plus tôt. Elle donne une appréciation de la situation économique et sociale de la province en 2013. De ce fait, elle constitue un important outil d'aide à la décision dans le cadre du processus de décentralisation, de diversification de l'économie gabonaise et de la volonté du Président de la République de faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025.

Les informations contenues dans le présent document découlent des différents enquêtes et entretiens réalisés régulièrement par le responsable de la province de la Nyanga au sein de la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), auprès des opérateurs économiques, des autres administrations et des opinions informées, puis complétés par ses travaux de recherche.

Les difficultés rencontrées sur le terrain, liées notamment au refus de collaborer de certains agents économiques, au défaut de données chiffrées et à la faible implication des services provinciaux des administrations pourraient expliquer le caractère partiel de certaines informations.

Nous vous prions de bien vouloir nous signaler les manquements qui pourront être décelés au niveau des données publiées ou de leur interprétation. Ces remarques contribueront à améliorer les prochaines éditions.

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale remercie tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration du présent document, notamment le Gouverneur de la province de la Nyanga, les Préfets, les Présidents des Conseils Municipaux et Départementaux, les Administrations Publiques et les opérateurs économiques. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude, avec l'espoir d'une collaboration toujours plus soutenue.

## INTRODUCTION

La province de la Nyanga, étalée sur 2 128 500 hectares, est la plus petite du pays en termes de population (2,8% de la population totale du pays, soit 44 095 habitants en 2012). Elle est en termes de superficie, la 7<sup>ème</sup> province du Gabon.

La province de la Nyanga est située au Sud du Gabon avec comme provinces limitrophes la Ngounié et l'Ogooué-Maritime. Elle dispose en outre d'une façade maritime à l'Ouest et, est voisine à la République du Congo. La province tire sa dénomination du fleuve Nyanga. Ses habitants sont des Nynois et sa capitale est Tchibanga.

La situation sociale de la province en 2013, comparativement à 2012, se caractérise par :

- la stabilité du nombre de structures sanitaires et du nombre de médecins ;
- la baisse du nombre de consultations curatives et prénatales ;
- la hausse du nombre d'admis au baccalauréat tandis que celui au CEP et au BEPC diminue.

L'économie, toujours soutenue par le secteur bois et industrie du bois, au regard du nombre d'embauches en 2013 (52,8%) et de son poids dans l'emploi (23%), est marquée, sur la période sous revue par une hausse de la production et/ou du chiffre d'affaires dans plusieurs secteurs (le transport, l'agriculture, le bois et l'industrie du bois, l'énergie et l'eau) en dépit de quelques baisses observées notamment dans l'élevage moderne.

La présente situation socio-économique est divisée en deux parties :

- les informations sociales ;
- les informations économiques.

# PARTIE 1

# INFORMATIONS

# SOCIALES

Les informations sociales traitées dans cette partie portent sur la santé, l'assurance maladie, l'éducation et l'emploi.

## I.1. LA SANTE

La bonne santé de la population est essentielle pour le développement économique et social d'un pays. Au Gabon, la politique sanitaire repose sur le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Ce plan a pour objectif de doter le pays d'un système de santé cohérent et performant, mettant l'individu au centre des soins de santé, accessibles à tous les citoyens.

La Direction Régionale de Santé Sud est chargée de mettre en œuvre le Plan National de Développement Sanitaire. Elle supervise la gestion des infrastructures et du personnel.

### I.1.1. Les infrastructures et le personnel de santé

#### I.1.1.1. Les infrastructures

Le nombre d'établissements sanitaires n'a pas varié depuis 2012. Le tableau ci-dessous indique la répartition géographique de ces structures sanitaires avec 47% localisées dans le département de Mougoutsi, d'ailleurs plus peuplé (58% de la population totale de la province).

**Tableau 1** : Structures sanitaires en 2013

Départements Rubriques	Mougoutsi	Basse Banio	Haute Banio	Douigny	Doutsila	Mongo	Total
<b>STRUCTURES SANITAIRES PUBLIQUES</b>							
- Hôpital	1	0	0	0	0	0	1
- Centres médicaux	0	1	1	1	1	1	5
- Centres de santé	2	0	0	1	0	0	3
- Cases de santé	6	2	2	1	1	1	13
- Dispensaires	9	6	3	11	6	5	40
- Infirmeries	9	1	0	1	0	0	11
- SMI/PMI	1	0	0	0	0	0	1
- CTA	1	0	0	0	0	0	1
-A.P.R.	1	0	0	0	0	0	1
<b>STRUCTURES SANITAIRES PARAPUBLIQUES</b>							
- Centre Médico-Social	1	0	0	0	0	0	1
<b>STRUCTURES SANITAIRES PRIVEES</b>							
- Dépôts pharmaceutiques	9	1	0	1	0	0	11
- Cliniques privées	2	0	0	0	0	0	2
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>90</b>

Source : Direction Régionale de Santé Sud A.P.R. : Antenne Pharmaceutique Régionale

Ces structures sanitaires ont une capacité totale de 181 lits en 2013, 184 lits en 2012 et 152 lits en 2011.

### I.1.1.2 - Le Personnel de santé

Hormis le personnel paramédical, 10 médecins exercent dans la province dont 6 médecins généralistes et 4 spécialistes, spécifiquement dans les départements de Mougoutsi et de la Basse-Banio. L'absence de médecins dans les autres départements entraîne un déplacement régulier des populations vers la capitale provinciale.

**Tableau 2 :** Personnel de santé en 2013

Rubriques	Années		
	2011	2012	2013
Généralistes	4	6	6
Spécialistes, dont	4	4	4
- chirurgiens	1	1	1
- chirurgien dentiste	1	1	1
- gynécologue obst.	1	1	1
- pédiatre	1	1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

Source : Direction Régionale de Santé Sud

Outre l'inégale répartition des médecins, leur nombre est insuffisant et on note le manque de certaines spécialités telles que les radiologues et les pharmaciens biologistes.

### I.1.2 - L'accès des populations aux soins de santé

L'insuffisance du personnel de santé et le manque de médicaments dans les structures hospitalières rendent difficile la prise en charge des patients de plus en plus nombreux depuis la mise en place de l'assurance maladie.

Les consultations prénatales ont diminué de 12% en 2013, se situant à 3 214 contre 3 650 l'année précédente. De même, le nombre d'accouchements est passé de 1 477 en 2012 à 1 244 en 2013 (-15,7%).

Le nombre de consultations des enfants de moins de 18 mois, régresse de l'ordre de 52% et se chiffre à 185 en 2013 contre 386 en 2012.

Les consultations curatives ont porté sur 19 483 nouveaux cas et 2 513 anciens cas en 2013. En 2012, 31 892 nouveaux cas et 5 433 anciens cas avaient été enregistrés.

**Tableau 3 :** Activités de consultations curatives

	2011	2012	2013
Nouveaux cas	24 342	31 892	19 483
Anciens cas	5 366	5 433	2 513
<b>Total</b>	<b>29 708</b>	<b>37 325</b>	<b>21 996</b>

Source : Direction Régionale de Santé Sud

Pour chaque antigène, au moins 1 000 enfants de moins d'un an et 100 enfants de plus d'un an ont été vaccinés. Pour ce qui est des femmes enceintes et non enceintes, le nombre total des personnes vaccinées ne dépasse guère 1 000 pour chaque antigène.

**Tableau 4 :** Vaccinations des enfants 2013

Antigènes	<1an	>1an	Total
BCG	1595	120	1715
VPO naissance	1264		1264
VPO1	1483	111	1594
VPO2	1374	116	1490
VPO3	1373	119	1492
VPO 1er Rappel		613	613
Penta 1	1490	142	1632
Penta 2	1376	138	1514
Penta 3	1386	138	1524
Penta 1er Rappel		623	623
VAR	1336	321	1657
VAA	1326	323	1649
VIT A	1392	214	1606

Source : Direction Régionale de Santé Sud

**Tableau 5 :** Vaccination des femmes en 2013

Antigènes	Femmes enceintes	Femmes non enceintes	Total
VAT 1	474	138	612
VAT 2	446	53	499
VAT 3	302	49	351
VAT 4	174	7	181
VAT 5	216	3	219
VAT 2 α +	1138		

Source : Direction Régionale de Santé Sud

## I.2. L'ASSURANCE MALADIE ET LA SECURITE SOCIALE

La délégation provinciale Nyanga de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) existe depuis 2010. Elle assure l'interface entre les populations locales et la Direction Générale. De ce fait, elle est chargée :

- d'immatriculer les populations et leurs ayant droits repartis en trois fonds (gabonais économiquement faibles, secteur public, secteur privé) ;
- de liquider les prestations de santé ;
- de servir les prestations familiales (prime à la naissance, allocations familiales et de rentrée scolaire) aux immatriculés.

La délégation travaille avec 13 structures conventionnées : 5 dépôts pharmaceutiques, 1 centre hospitalier, 6 centres médicaux et 1 centre de santé.

En 2013, 1 730 personnes ont été immatriculées (1 159 gabonais économiquement faibles, 338 dans le secteur public et 233 dans le secteur privé). Les allocations familiales versées se sont élevées à 413,462 millions de F CFA, la prime à la naissance à 9,4 millions de F CFA et les prestations de santé à 236,34 millions de F CFA.

Pour ce qui est de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, ses activités ont ainsi évolué, pour ce qui est du nombre des pensionnés et du montant des pensions versées :

**Tableau 6 : Activités de la CNSS**

Rubriques	Années				Variation 2013/2012
	2010	2011	2012	2013	
Nombre de pensionnés	2 202	2 320	2 295	2 338	1,9%
Pensions versées en MFCFA	524,9	576,3	647	683,1	5,6%
Assurés principaux	150	205	210	254	20,9%
Allocations familiales versées en MFCFA	9,4	12,3	13,9	14,4	3,6%
Bénéficiaires	88	90	81	75	-7,4%
Montants versés au titre des risques professionnels en MFCFA	6,1	5,9	5,7	7,4	29,8%
Bénéficiaires	6	28	30	31	3,3%
Montant versé au titre des indemnités journalières en MFCFA	0,6	1,6	1,9	2,3	21,1%
Assurés principaux	75	49	41	53	29,3%
Allocations de rentrée scolaire versées en MFCFA	4,1	2,3	1,9	2,8	47,4%

Source : Division Gestion des paiements des prestations techniques CNSS

### I.3. L'EDUCATION

L'orientation de base du système éducatif gabonais tire sa substance des dispositions de l'article dix-huit (18) de la constitution : « l'Etat garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ».

La gestion de l'éducation est assurée par la Direction d'Académie Provinciale (DAP). Elle a sous son autorité :

- deux circonscriptions scolaires : Nyanga Nord (Mougoutsi, Douigni, Doutsila) et Nyanga Ouest (Basse-Banio, Haute-Banio, Mongo) ;
- un centre de baccalauréat à Tchibanga depuis l'année académique 2004-2005 ;
- trois centres du BEPC : Tchibanga, Moabi et Mayumba.

### I.3.1. Les structures éducatives

L'ensemble de la province compte 76 écoles primaires et 8 établissements d'enseignement secondaire, tout ordre d'enseignement confondu. Il existe un seul établissement pré-primaire autonome.

**Tableau 7 :** Etablissements scolaires en 2012-2013

	Mougoutsi	Basse Banio	Haute Banio	Douigny	Doutsila	Mongo	Total
<b>Enseignement secondaire</b>							
- Publics	2	1	0	1	1	0	5
- Catholiques	1	0	0	0	0	0	1
- Protestants	0	0	0	0	0	0	0
- Privés laïcs	2	0	0	0	0	0	2
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>Enseignement primaire</b>							
- Publics	21	10	5	6	7	8	57
- Catholiques	04	5	0	6	1	0	16
- Protestants	2	0	0	1	1	0	03
- Privés laïcs	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>76</b>
<b>Enseignement pré-primaire</b>							
- Publics	0	0	0	0	0	0	0
- Catholiques	1	0	0	0	0	0	1
- Protestants	0	0	0	0	0	0	0
- Privés laïcs	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

Source : Direction de l'Académie Provinciale de la Nyanga (DAPN)

Le pré-primaire enregistre 25 salles de classe, le primaire 299 et le secondaire 97.

**Tableau 8** : Nombre de salles de classe en 2012-2013

	Mougoutsi	Basse Banio	Haute Banio	Douigny	Doutsila	Mongo	Total
<b>Enseignement secondaire</b>							
- Publics	42	11	0	6	9	0	<b>68</b>
- Catholiques	15	0	0	0	0	0	<b>15</b>
- Protestants	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
- Privés laïcs	14	0	0	0	0	0	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>97</b>
<b>Enseignement primaire</b>							
- Publics	114	25	15	22	25	30	<b>231</b>
- Catholiques	19	16	0	17	3	0	<b>55</b>
- Protestants	9	0	0	4	0	0	<b>13</b>
- Privés laïcs	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>142</b>	<b>41</b>	<b>15</b>	<b>43</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>299</b>
<b>Enseignement pré-primaire</b>							
- Publics	14	3	1	2	1	2	<b>23</b>
- Catholiques	2	0	0	0	0	0	<b>2</b>
- Protestants	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
- Privés laïcs	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>25</b>

Source : DAPN

**I.3.2. L'effectif des enseignants et des élèves**

Avec 586 enseignants dont 63,3% affectés dans le primaire en 2012-2013, la province enregistre un déficit trop important (103 enseignants), observé dans les trois ordres d'enseignement : Pré-primaire (34 enseignants), primaire (33 enseignants) et secondaire (36 enseignants). Le nombre d'élèves est de 15 938 dont 67,6% dans le département de Mougoutsi.

**Tableau 9** : Nombre d'enseignants et d'élèves par département en 2012 - 2013

Départements Rubriques	Mougoutsi	Basse Banio	Haute Banio	Douigny	Doutsila	Mongo	Total
<b>Nombre d'enseignants</b>	<b>321</b>	<b>94</b>	<b>17</b>	<b>74</b>	<b>37</b>	<b>43</b>	<b>586</b>
- Enseignement secondaire	97	19	0	20	10	0	<b>146</b>
- Enseignement primaire	174	69	15	48	24	41	<b>371</b>
- Enseignement pré primaire	50	06	2	6	3	2	<b>69</b>
<b>Nombre d'élèves</b>	<b>10 768</b>	<b>2 043</b>	<b>232</b>	<b>1 527</b>	<b>741</b>	<b>627</b>	<b>15 938</b>
- Enseignement secondaire	4 129	572	0	508	168	0	<b>5 377</b>
- Enseignement primaire	5 639	1 380	212	938	573	577	<b>9 319</b>
- Enseignement pré-primaire	1 000	91	20	81	0	50	<b>1 242</b>
<b>Déficit d'enseignants</b>	<b>40</b>	<b>19</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>103</b>
- Enseignement secondaire	18	6	0	6	6	0	<b>36</b>
- Enseignement primaire	11	7	4	4	3	4	<b>33</b>
- Enseignement pré-primaire	11	6	2	6	3	6	<b>34</b>

Source : DAPN

### I.3.3. Les résultats scolaires

Les taux de réussite au CEP et au BEPC ont été médiocres en 2012-2013 comparativement à 2011-2012, respectivement 20,2% et 32,9%. L'examen du baccalauréat enregistre le meilleur taux (73,6%).

**Tableau 10** : Résultats scolaires

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
<b>Nombre d'élèves inscrits aux examens</b>			
Certificat d'Etudes Primaires	1 457	1 359	1 381
Brevet d'Enseignement du Premier Cycle	890	976	891
Baccalauréat	435	427	459
<b>Nombre d'élèves Présents aux examens</b>			
Certificat d'Etudes Primaires	1 450	1 337	1 352
Brevet d'enseignement du premier cycle	884	876	867
Baccalauréat	433	407	454
<b>Nombre d'élèves Admis aux examens</b>			
Certificat d'Etudes Primaires	793	781	273
Brevet d'enseignement du premier cycle	520	511	286
Baccalauréat	424	260	334
<b>Taux de réussite</b>			
Certificat d'Etudes Primaires	54,7%	58,4%	20,2%
Brevet d'enseignement du premier cycle	58,8%	58,3%	32,9%
Baccalauréat	97,9%	63,9%	73,6%
<b>Nombre de redoublants</b>			
Primaire	2 432	2 484	2 374
Secondaire	2 228	2 066	2 696
<b>Taux de redoublement</b>			
Primaire	39,9%	25,9%	36,6%
Secondaire	43,1%	48,4%	50,5%

Source : DAPN

Comme la plupart des circonscriptions scolaires de l'intérieur du pays, celles de la province de la Nyanga sont confrontées à divers problèmes qui ont un impact sur les résultats aux différents examens. Il s'agit :

- du nombre insuffisant d'enseignants ;
- des effectifs pléthoriques dans les centres urbains, alors que dans certaines zones rurales, des écoles entières sont fermées faute d'effectifs ;
- de l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique.

### I.4. LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP) MIHINDOU MI NZAMBA localisé à Tchibanga est l'unique établissement public de formation professionnelle. Il compte cinq filières :

- secrétariat bureautique ;
- secrétariat comptabilité ;
- électricité bâtiment ;
- mécanique automobile ;
- menuiserie - ébénisterie.

Le nombre de stagiaires pendant la période inter-stage 2012-2014 s'élève à 95. En 2011-2012, il était de 93. Les enseignements sont assurés par 8 enseignants permanents et 5 enseignants vacataires.

## I.5. L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL

Les enseignements techniques professionnels sont dispensés dans l'unique lycée technique qu'est le lycée technique Alexandre BIANGUE de Tchibanga.

**Tableau 11** : Statistiques du lycée Alexandre BIANGUE

Rubriques	Années	
	2011 - 2012	2012 - 2013
Nombre d'élèves	217	220
Nombre d'enseignants	22	25
Nombre de salles de classe	12	12
Ratio élève par enseignant	10	9
Ratio élève par salle de classe	18	18

Source : Direction Générale de l'Enseignement Technique et Professionnel

Le ratio élèves par enseignant qui détermine le nombre d'élèves tenus par un enseignant est légèrement en baisse en 2012-2013 par rapport à 2011-2012. Par contre, le ratio élève par salle de classe est stable.

## I.6. L'EMPLOI

Les informations sur l'emploi concernent les secteurs privé et public.

### I.6.1. L'emploi dans le secteur privé

L'emploi dans le secteur privé est suivi par la Direction Provinciale de l'Emploi. Celle-ci a pour mission de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'emploi. A ce titre, elle est notamment chargée :

- de réglementer l'accès au marché du travail ;
- de prévenir et de régler les conflits du travail individuel et collectif ;
- d'encourager le dialogue social ;
- de promouvoir le travail décent et de vulgariser les principes et droits fondamentaux du travail.



Direction Provinciale du Travail

Le manque de statistiques ne permet pas de bien cerner le niveau de l'emploi dans le secteur privé. Le secteur bois et industries du bois, jadis premier employeur de la province ne vient désormais qu'en troisième position après les BTP et la pêche. Toutefois, en 2013 ce secteur a connu une hausse non négligeable de ses effectifs (+52,82%).

**Tableau 12 :** Emplois par secteur d'activité

Secteurs d'activité	Années			Variation 2013/2012
	2011	2012	2013	
Bois et industries du bois	115	195	298	52,8%
Banque	11	11	11	-
Elevage	44	45	45	-
Vente de produits pétroliers	9	9	12	33,3%
Transport terrestre	20	30	35	16,7%
Transport aérien	3	3	3	-
Pêche	366	365	365	-
BTP	431	350	372	6,3%
Energie et Eau	25	25	25	-
Tourisme	127	132	132	-
<b>Total</b>	<b>1151</b>	<b>1165</b>	<b>1298</b>	<b>11,4%</b>

Source : Opérateurs économiques de la province

L'évolution de l'emploi dans le privé est mitigée. On note un accroissement des effectifs dans les secteurs suivants : BTP (+6,3%) ; transport terrestre (+16,7%) ; vente de produits pétroliers (+33,3%) ; Bois et Industrie du bois (+52,8%). Dans tous les autres secteurs les effectifs sont restés stables.

Le personnel temporaire (non pris en compte dans le tableau ci-dessus) spécialement dans le domaine de l'élevage a stagné à 125 agents en 2013. Les opérateurs de l'élevage et des BTP éprouvent d'énormes difficultés à trouver une main d'œuvre locale qualifiée.

### I.6.2. L'emploi dans le secteur public

L'emploi dans le secteur public relève de la Direction provinciale de la fonction publique qui compte deux services : le service du personnel et celui des archives d'une part, et des administrations décentralisées. Cet emploi est composé des fonctionnaires, de la Main d'œuvre non permanente et du personnel des collectivités locales. Ici, ne sera analysée que la situation des fonctionnaires.

Les fonctionnaires, toutes catégories confondues, sont au nombre de 1 140 en 2013 contre 1 113 en 2012, soit une légère hausse de 2,4% par rapport à 2012. Les agents de catégorie B sont les plus nombreux. Ils représentent 64,8% du total de l'effectif.

**Tableau 13 :** Effectifs des fonctionnaires

	2010		2011		2012		2013	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
A1	96	10%	103	9,9%	122	11%	142	12,5%
A2	143	14,9%	156	15%	155	13,9%	166	14,5%
B1	362	37,8%	394	38%	400	35,9%	394	34,5%
B2	308	32,2%	327	31,5%	345	31%	345	30,3%
C1	37	3,9%	39	3,8%	62	5,6%	61	5,4%
C2	7	0,7%	16	1,5%	27	2,4%	31	2,7%
Hors catégorie	4	0,5%	2	0,3%	2	0,2%	1	0,1%
<b>Total</b>	<b>957</b>	<b>100%</b>	<b>1 037</b>	<b>100%</b>	<b>1 113</b>	<b>100%</b>	<b>1 140</b>	<b>100%</b>

Source : Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF)

Tout comme les effectifs, la masse salariale d'un montant de 6,9 milliards de francs CFA augmente de 6% en 2013 par rapport à 2012.

**Tableau 14 :** Masse salariale des fonctionnaires

	2010		2011		2012		2013	
	MFCFA	Pourcentage	MFCFA	Pourcentage	MFCFA	Pourcentage	MFCFA	Pourcentage
A1	883,2	16,1%	966	16,4%	1 218	18,6%	1 431,6	20,7%
A2	1 002	18,3%	1 098	18,6%	1 137,6	17,4%	1 233,6	17,8%
B1	1 900,8	34,7%	2 013,6	34,2%	2 184	33,4%	2 218,8	32%
B2	1 526,4	27,9%	1 645,2	27,9%	1 740	26,6%	1 770	25,5%
C1	128,4	2,3%	126	2,1%	184,8	2,8%	189,6	2,7%
C2	19,2	0,4%	36	0,6%	68,4	1%	84	1,2%
Hors catégorie	18	0,3%	7,2	0,2%	7,2	0,2%	3,6	0,1%
<b>Total</b>	<b>5 478</b>	<b>100%</b>	<b>5 892</b>	<b>100%</b>	<b>6 540</b>	<b>100%</b>	<b>6 931,2</b>	<b>100%</b>

Source : Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF)

# PARTIE 2

## INFORMATIONS ECONOMIQUES

L'économie de la Nyanga est largement dominée par les secteurs primaire et tertiaire. Le secteur secondaire est embryonnaire. Les informations présentées dans cette partie portent sur les infrastructures de base et l'activité des secteurs productifs.

## II. 1. LES INFRASTRUCTURES DE BASE

Les infrastructures de communication à savoir les routes, les aérodrômes, les installations téléphoniques et des nouvelles technologies de l'information et de la communication revêtent une importance primordiale pour le développement de la province.

### II.1.1. Les Infrastructures de communication

#### II.1.1.1. La route

Le réseau routier de la Nyanga a un linéaire de 1 058,8 km composé de routes nationale, provinciale et départementale. La route nationale, d'une longueur de 169 km, part de Nyali à Tchibanga (60 km) et de Tchibanga à Mayumba (109 km).

La route provinciale comprend les axes Tchibanga - Moabi (77,5 km) et Moabi - Nyanga Yougou (35 km). Les routes départementales sont les tronçons Tchibanga - Moulengui Binza (114 km), Nyali-Mabanda-Nzinga (48 km) et Nzinga-Banda Mamba (16 km).

Le reste du réseau routier est composé de routes non classées et de routes créées par les opérateurs du secteur bois, appelées routes forestières.



Tronçon de route Tchibanga - Moabi

Le réseau routier nyinois présente des conditions de circulation difficiles en saison des pluies. Seul le tronçon Tchibanga-Mayumba est bitumé sur près de 60 kilomètres. Le reste du réseau routier est en latérite et en terre, nécessitant des efforts d'entretien réguliers.

#### **II.1.1.2. Les aérodromes**

La province de la Nyanga compte trois aérodromes. Pour l'heure, seul celui de Tchibanga, d'un linéaire de 2 000 mètres de piste et en bon état, est exploité. En revanche, ceux de Moabi et Mayumba (1 800 mètres de piste) sont utilisés en affrètement. L'insuffisance des passagers liée au départ des forestiers dans ces deux localités est la raison de l'abandon de ces pistes d'atterrissage.



Aéroport de Tchibanga

#### **II.1.1.3. Les moyens de transport**

L'automobile, l'avion, la pirogue et le bac sont les moyens de transport utilisés par les Nyinois.

##### **- L'automobile**

L'automobile est le moyen de transport le plus usité pour les déplacements urbain, interurbain ou interprovincial. L'activité du transport est effectuée par des particuliers. Le tarif du parcours pour le transport urbain est de 100 FCFA durant la journée et 200 FCFA de 21 h à l'aube. Pour les liaisons interurbaines ou interprovinciales, le tarif du trajet au départ de Tchibanga est fonction de l'état de la route et de la distance à parcourir. En 2012 et 2013, ces tarifs restent inchangés.

**Tableau 15** : Tarif du transport routier au départ de Tchibanga

Départ	Destination	Tarifs				Distance
		2010	2011	2012	2013	
Tchibanga	Moulengui Binza	5 000	5 000	6 000	6 000	114 km
	Moabi	6 000	6 000	6 000	6 000	77,4 km
	Mayumba	5 000	5 000	7 000	7 000	106 km
	Mabanda	5 000	5 000	5 000	5 000	113,2 km
	Ndendé	5 000	5 000	6 000	6 000	88,2 km
	Mouila	7 000	8 000	8 000	8 000	198 km
	Gamba	15 000	15 000	20 000	20 000	
	Libreville	20 000	20 000	20 000	20 000	600 km

Source : Transporteurs de Tchibanga



Transporteur routier sur la route de Moulengui-Binza

Le souci d'encadrer et de canaliser les voyageurs a emmené certaines personnes à organiser le transport routier à Tchibanga. Cette organisation se présente sous forme d'agences de voyages. Le personnel de ces agences est chargé de l'enregistrement des clients et leurs bagages, de l'embarquement des clients en toute sécurité selon l'ordre d'arrivée et selon leur destination.

Les agences de voyages procèdent aussi à l'expédition des colis de tout genre (vivres, matériaux de construction, plis etc.) et au transfert de fonds. Chaque agence de voyage emploie en moyenne cinq personnes.

Les tarifs des colis s'appliquent selon le poids et le volume. Ainsi par exemple pour un sac de taro expédié à Libreville, il faut déboursier 5 000 FCFA et 1 000 FCFA pour un pli. Les agences de voyage garantissent aussi le transfert d'argent pour des frais évalués à 10% du montant expédié.

Les responsables de ces organisations ne disposent pas eux-mêmes de véhicules. Ce sont des véhicules appartenant à d'autres personnes qui les mettent à la disposition des agences. Ces dernières perçoivent une ristourne de 10% du montant du chargement effectué.

Toutes les agences sont localisées à la gare routière de Tchibanga, dans des locaux de la Mairie qu'elles louent, soit 25 000 FCFA par mois. A ce jour on compte une douzaine d'agences dans la province.

En période creuse, chaque agence charge en moyenne quotidiennement un véhicule pour le tronçon Tchibanga-Libreville. En période de pointe (juin, juillet et août) cinq véhicules en moyenne sont chargés par jour et par agence.

Le chiffre d'affaires moyen journalier en période d'accalmie pourrait s'élever à 130 000 FCFA par véhicule. En haute saison il dépasserait 200 000 FCFA.

Les agences de voyage sont aussi chargées de la mise en location des véhicules des particuliers à un coût variant selon les destinations au départ de Tchibanga. Ce coût est resté stable en 2013.

**Tableau 16** : Coût de la location journalière des véhicules en 2013

Localités	En FCFA
Tchibanga	75 000
Moulengui-Mbinza	150 000
Mayumba	150 000
Mabanda	100 000
Moabi	100 000
Mayumba - Ndindi (hors bord)	50 000

Source : Transporteurs de Tchibanga

### - L'avion

Une seule compagnie aérienne (la nationale) dessert la capitale provinciale à raison de deux (2) rotations par semaine. Le nombre de passagers embarqués est passé de 825 en 2012 à 943 en 2013, soit une hausse de 14,3%. Le prix moyen du billet est de 69 000 FCFA en aller simple au départ de Tchibanga pour une heure de vol environ. Le chiffre d'affaires généré est passé de 56,9 millions de FCFA en 2012 à 65,1 millions de FCFA en 2013.



Avion de la compagnie National Régional Transport

### - La pirogue

La pirogue est le moyen de transport utilisé pour accéder au département de la Haute Banio qui a pour capitale Ndindi. Cette activité essentiellement exercé par les nationaux n'est pas encore organisée. En attendant la livraison du pont sur la Banio, sa traversée s'effectue également par le bac gratuitement pour accéder à Mayumba.



Bac traversant la lagune Banio

#### II.1.2. Les infrastructures de télécommunication

La Nyanga est sous-équipée en téléphonie filaire. Celui-ci ne couvre que la ville de Tchibanga avec environ 300 abonnés. La ville de Mayumba est connectée au CDMA (unité de connexion du réseau sans fils avec les données) composé du téléphone et d'internet.

La téléphonie mobile Moov, Airtel et Libertis couvre la totalité de la province. Celle-ci est connectée à Internet, mais des problèmes de débit sont récurrents. Les statistiques révèlent près de 100 abonnés à l'ADSL/Internet.

La présence de la téléphonie mobile explique l'implantation de pylônes de relais des signaux des opérateurs mobiles disséminés à travers la province.



Pylône d'un opérateur de téléphonie mobile

### II.1.3. Les infrastructures de distribution de l'eau et de l'électricité

L'eau et l'électricité sont produites et distribuées par la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) depuis 1973 et 1969 respectivement. L'extension dans toute la province s'est faite progressivement, la ville de Tchibanga étant la première à être desservie.

#### - l'eau

La capacité installée n'a pas varié depuis plusieurs années. Elle est de 1 080 mètres cube par jour ( $m^3/j$ ) d'eau souterraine et 2 880  $m^3/j$  d'eau de surface, à raison de :

- 480  $m^3/j$  à Mayumba (eau souterraine) ;
- 480  $m^3/j$  à Moabi (eau souterraine) ;
- 120  $m^3/j$  à Ndindi (eau souterraine) ;
- 2 880  $m^3/j$  à Tchibanga (eau de surface).

La longueur totale du réseau d'adduction/distribution, inchangée également depuis des années, est de 68,2 kilomètres (km), à savoir :

- Mayumba (adduction/distribution) : 3 km et 12 km respectivement ;
- Moabi (distribution) : 9 km ;
- Ndindi (distribution) : 0,2 km ;
- Tchibanga (distribution) : 44 km.

#### - L'électricité

Comme pour l'eau, la puissance installée en électricité est restée sensiblement la même en 2013 comparativement à 2012, dans toutes les localités desservies en électricité.

**Tableau 17 : Puissance installée en Mégawatt (MW) en 2013**

Tchibanga Thermique Diesel	Mayumba Thermique Diesel	Moabi Thermique Diesel	Ndindi Thermique Diesel
1,6	0,9	0,67	0,26

Source : Rapport annuel SEEG 2013

La longueur totale du réseau (transport et distribution) est de 226 km en 2013, la même qu'en 2012.

**Tableau 18 : Longueur du réseau d'électricité en kilomètres**

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Tchibanga	68	68	68	0%
Mayumba	26	26	26	0%
Moabi	19	21	21	0%
Bongolo-Tchibanga	111	111	111	0%
<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>226</b>	<b>226</b>	<b>0%</b>

Source : Rapport annuel SEEG 2013

La province compte 61 postes de transformation en 2013, le même nombre qu'en 2012.

**Tableau 19 : Nombre de poste de transformation**

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Tchibanga	36	36	36	0%
Mayumba	16	16	16	0%
Moabi	8	9	9	0%
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>61</b>	<b>61</b>	<b>0%</b>

Source : Rapport annuel SEEG 2013

## II.2. LES SECTEURS PRODUCTIFS

### II.2.1. Le secteur primaire

Dans le secteur primaire seront analysés, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'exploitation forestière, les mines et le pétrole.

#### II.2.1.1. L'agriculture

Les activités agro-pastorales de la Nyanga sont coordonnées par la Direction Provinciale de l'Agriculture qui a pour principale mission de favoriser les conditions d'un développement agricole générateur de revenus. A ce titre, elle veille à l'encadrement des agriculteurs en vue de permettre une amélioration des rendements des cultures vivrières ainsi que ceux des activités d'élevage.

### - Les cultures vivrières

Les cultures vivrières sont principalement : le manioc, la banane plantain, le taro, l'igname, l'arachide, le maïs et la patate. Elles sont cultivées par des agriculteurs vivant en majorité en milieu rural. Le mode de culture pratiqué est la polyculture itinérante sur brûlis, avec un outillage rudimentaire (machettes, haches, limes) sur des superficies inférieures à un hectare. La production est essentiellement destinée à l'autoconsommation.

**Tableau 20** : Statistiques agricoles

	2012	2013
Superficies exploitées (en ha)		
- manioc	20	40
- banane	25	30
Productions (en tonnes)		
- manioc	5 à 7	20 à 30
- banane	18 à 25	25 à 35

Source : Direction Provinciale de l'agriculture

A Voungou dans le département de Mongo, il existe une plantation d'oignons de 1,5 hectare. La production est estimée à 14 tonnes. Le prix de vente d'un sac de 70 kilogrammes est de 50 000 FCFA.

Plusieurs projets sont exécutés dans le domaine agricole :

- le projet de la Banque Africaine de Développement qui a démarré en 2013 pour une durée de quatre ans, regroupe trois associations villageoises. Il a pour but de motiver les paysans à cultiver dans un même espace les cultures vivrières et les arbres fruitiers. Ce projet s'étend aujourd'hui sur 33 hectares ;

- la ferme agropastorale, dont le seul site, d'une superficie de 50 hectares (avec possibilité d'extension), est aménagée. Cette ferme initiée par les pouvoirs publics doit contenir plusieurs types de production (manioc, banane, maïs, élevage, étang). Les problèmes de décaissements retardent le démarrage du projet ;

- le PRODIAG à travers duquel ont pu être réalisés 88 hectares de plantations dont 25 hectares à Tchibanga, 10 hectares à Moabi, 50 hectares à Moulengui Binza et 3 hectares à Mayumba. Ndindi et Mabanda n'ont pas été sélectionnées.

### - Les cultures maraîchères

Le maraîchage connaît un essor considérable dans la province. En 2013, la surface totale cultivée s'étend sur 63 934 m<sup>2</sup> contre 18 132 m<sup>2</sup> en 2012. La production quant à elle est passée de 34,2 tonnes à 120, 6 tonnes au cours de la même période. En 2013, le chiffre d'affaires s'élève à 77,6 millions de FCFA contre 22 millions de FCFA l'année précédente.

**Tableau 21** : Production maraîchère

	Année 2012	Année 2013
- superficie	18 132 m <sup>2</sup>	63 934 m <sup>2</sup>
- production	34,2 tonnes	120,59 tonnes
- chiffre d'affaires	22 millions de FCFA	77,57 millions de FCFA

Source : Direction Provinciale de l'agriculture

### - Le cacao

Les plantations de cacao lancées en 2009 sont entrées en production en 2012. La vulgarisation du café n'a pas débuté faute de semences. Le cacao est planté en association avec d'autres cultures vivrières, excepté le manioc pour assurer aux cultivateurs un revenu permanent.

La production de cacao est passée de 320 kg en 2012 à 1000 kg en 2013. L'absence d'un entrepôt freine les achats.

### II.2.1.2. L'élevage

L'élevage est pratiqué dans les villages de manière traditionnelle, par la Direction Provinciale de l'Agriculture qui gère le Centre d'Appui Technique de l'Elevage (CATE) et par la société SIAT Gabon reprenneur de la Société Gabonaise d'Elevage (SOGADEL) en 2004.

### - L'élevage paysan et celui du CATE

Pour ce qui est de l'élevage paysan, on dénombre une vingtaine d'éleveurs d'ovins, de caprins, de bovins, de porcs et de poules pondeuses pour un cheptel de près de 850 têtes.

**Tableau 22** : Fiche d'identification des éleveurs en 2013

Situation Géographique	Spéculations	Effectifs	Nombre d'éleveurs
Mayumba	Ovins	17	1
	Caprins	05	1
	Pondeuses	400	Elevage semi industriel
Moabi	Porcs	9	1
	Bovins	8	1
	Ovins	94	7
	Caprins	14	1
	Pondeuses	200	1
Tchibanga	Ovins	96	6

Source : Direction Provinciale de l'agriculture

Le C ATE gère un cheptel de 30 moutons en 2013.



Troupeau de moutons du CATE

### - L'élevage de la société SIAT Gabon

Le ranch de SIAT Gabon s'étend sur une zone de plaine et de savane d'une superficie de 100 000 hectares. Il est divisé en trois secteurs : Nyanga, Bibora et Voungou. Les secteurs sont subdivisés en sections, qui à leur tour sont subdivisées en parcs de 1 000 hectares chacun avec une capacité de 250 têtes de bétail.

**Tableau 23** : Production du ranch Nyanga

Spéculations	Années				Variation 2013/2012
	2010	2011	2012	2013	
Bœufs	6485	6 500	6 700	5067	-24,3%
Moutons	188	180	178	16	-91%
Chevaux	10	12	14	5	-64,3%
Effectifs permanents	23	24	25	25	-

Source : SIAT Gabon Nyanga

L'activité du Ranch baisse en 2013. La production de bœufs passe de 6 700 têtes en 2012 à 5 067 en 2013 (-24,3%). La production des moutons enregistre un fort déclin (-91%). La baisse du cheptel s'explique par :

- la mortalité des bœufs, due à la maladie et à la présence des pythons qui avalent les veaux ;
- une intoxication alimentaire pour les moutons ;
- la vieillesse pour les chevaux.

Le ranch a un effectif de 25 agents permanents en 2013.

SIAT est une entreprise citoyenne, vus la présence au sein du ranch d'une école primaire et d'un dispensaire dont une partie du personnel est prise en charge par elle. L'école a un effectif de 50 élèves répartis comme suit :

- 9 élèves à la crèche ;

- 10 élèves au pré primaire ;
- 7 élèves en 1<sup>ère</sup> année ;
- 13 élèves en 2<sup>ème</sup> année ;
- 11 élèves en 3<sup>ème</sup> année.



Ranch SIAT Gabon

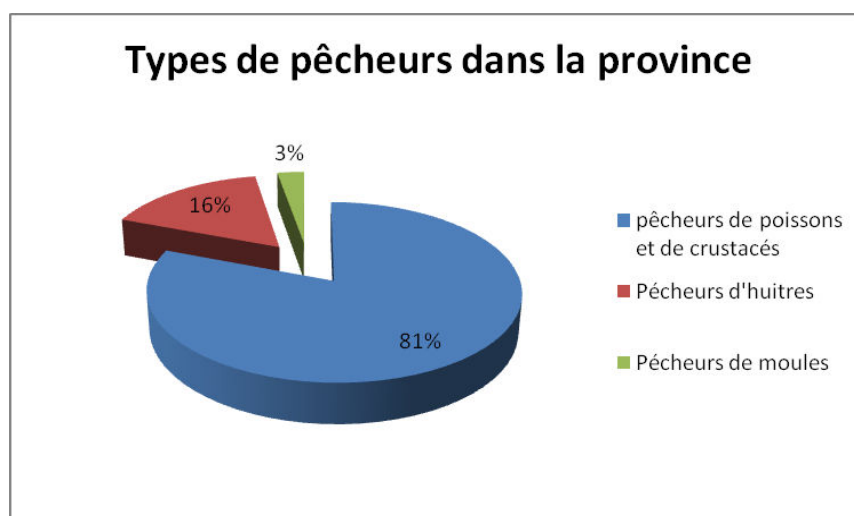


### II.2.1.3. La pêche et l'aquaculture

La province de la Nyanga offre des dispositions naturelles pour le développement de l'activité de pêche. En effet, elle dispose d'un linéaire côtier d'environ 30 km, d'une lagune navigable sur près de 90 km et, est traversée par de nombreux cours d'eau.

Deux types de pêche y sont pratiqués par les autochtones : la pêche artisanale continentale et la pêche artisanale maritime. La province dénombre 365 pêcheurs en 2013, dont :

- 295 pêcheurs de poissons et de crustacés ;
- 60 pêcheurs d'huîtres ;
- 10 pêcheurs de moules ;



Le nombre d'embarcations est de 135 dont 47 motorisées et 88 non motorisées.

Les quantités de poissons capturées par les pêcheurs artisanaux (hors départements de la Haute et Basse Banio) s'élèvent à 2 433 kilogrammes en 2013. Les ventes enregistrées au marché de Tchibanga se situent à 13 841,5 kilogrammes.

La pêche artisanale continentale est pratiquée exclusivement par des gabonais qui recueillent diverses espèces : mâchoiron d'eau douce, tilapia, mullet. La pêche artisanale maritime est pratiquée par des expatriés notamment ouest-africains. Les espèces les plus pêchées sont le bar, le requin, le mâchoiron et la sardine.

#### II.2.1.4. L'exploitation forestière

Trois sociétés opèrent dans le secteur bois. Il s'agit de :

- Mont Pélé Bois (MPB) près de Tchibanga et Nyanga Foresterie (NFO) localisé à Mayumba qui opèrent dans l'exploitation et la transformation ;
- la Société d'Exploitation du Parc à Bois du Gabon (SEPBG), présente à Mayumba depuis 1997, est chargée de stocker le bois avant son exportation.

La fermeture et la délocalisation de plusieurs opérateurs du secteur bois seraient liées entre autres, à la dégradation du réseau routier et à la mesure d'interdiction des exportations des grumes prise par les pouvoirs publics le 5 novembre 2009 et mise en application le 15 mai 2010.

La production d'okoumé et de bois divers connaît un regain d'activité dans la province en 2013. Elle passe de 23 988 m<sup>3</sup> en 2012 à 36 933 m<sup>3</sup> en 2013, soit un accroissement de 54%. Cette situation serait imputable à l'augmentation du carnet de commandes des clients, notamment de la demande sud-africaine.

**Tableau 24 :** Production de grumes en m<sup>3</sup>

Années Essences	2010	2012	2013	Variation 2013/2012
Production	86 180	23 988	36 933,7	54%
Okoumé/Ozigo	77 377	19 440	30 354	56,1%
Bois divers	8 803	4 548	6 579,7	44,7%

Source : Inspection Provinciale des Eaux et Forêts

#### II.2.1.5. Les mines et le pétrole

La province de la Nyanga, comme d'autres provinces du pays, est riche en gisements et indices miniers. Cet important potentiel a été mis en évidence grâce aux efforts de prospection entrepris depuis les années 70. Il fait du sous-sol nyinois un « scandale géologique ».

## - Les mines

Les principaux gisements miniers sont résumés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 25** : Gisements, gîtes et indices miniers

Dénomination	Localisation	Réserves	Observations	Usages
Marbre	Tchibanga Doussouessou		Exploité entre 1985 et 1990	Céramiques, granulats, pierres, ornementales, production de ciment etc.
Fer	Milingui	130 millions de tonnes	37% de teneur en fer	Métallurgie
Cuivre, plomb, zinc, fluorine		65 000 tonnes à 10% Pb+Zn		
Or, niobium, tantale, étain, chromite, terres rares, diamants alluvionnaires	Mayombe			
Dolomie de Massotie				Carrière exploitée pour la production de granulats
Talc	Doussala, Porro, Mourindi	Plusieurs milliards de tonnes		Céramique, papier, peinture, toitures goudronnées, matières plastiques
Barytine	Dourékiki	1 million de tonnes	47% de sulfate de baryum	Peinture, verres spéciaux
Gabbros	Mayumba			Pierre ornementale
Potasse	Banio			Développement agricole

Source : Direction de la Géologie et de la Recherche Minière



Quelques blocs de marbre sur la route Tchibanga - Mayumba

## - Le pétrole

Le pétrole est exploité au large des côtes de Mayumba par les sociétés Perenco et Vaalco et à Ndindi par la société Maurel et Prom. Les ristournes liées à l'exploitation pétrolière ne sont pas perçues par ces départements.

## - Les projets miniers dans la province

Quelques projets miniers ont été initiés par les sociétés minières, à l'exemple de :

- la Société des Potasses du Gabon ;
- Jia Hua Mines SARL ;
- Taurian.

Dans l'exploitation des matériaux de carrières, les sociétés ci-dessous détiennent des autorisations d'exploitation :

- la Compagnie Nynoise d'Etude et de Travaux pour l'exploitation de gravier marin ;
- Séricom Gabon SA pour l'exploitation de granitoïdes et de dolomite.

La présence des opérateurs miniers dans la province est un atout de taille en termes de perspectives économiques en cas de mise en exploitation d'un gisement.

### II.2.2. Le secteur secondaire

Le secteur secondaire est embryonnaire. Il concerne principalement l'industrie du bois et les activités de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon.

#### II.2.2.1. La transformation du bois

La transformation du bois est effectuée par Mont Pélé Bois et NFO. A côté de ces deux opérateurs industriels, évoluent des exploitants artisanaux spécialisés en scierie, menuiserie, ébénisterie...

**Tableau 26** : Production, exportations et ventes locales de bois débité en mètre cube

Années	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
<b>Essences</b>					
Production	17 018,6	18 600,5	16 568,1	35 561	114,6%
- Okoumé/Ozigo	14 125,5	17 558,8	14 915,5	27 033,7	81,2%
- Bois divers	2 893,2	1 041,7	1 652,6	85 27,3	416%
Exportations	15 657,1	17 053,7	14 316,3	12 484,2	- 12,8%
- Okoumé/Ozigo	14 248,0	15 580,8	13 518,8	9 520,23	- 29,6%
- Bois divers	1 409,1	1 472,9	797,5	2 564,03	221,5%
Ventes locales	1 361,5	596,5	556,7	584,52	5%
- Okoumé/Ozigo	912,2	399,2	143,1	427,17	198,5%
- Bois divers	449,3	197,3	413,6	157,35	-62%

Source : Inspection Provinciale des Eaux et Forêts, opérateurs économiques du secteur

Entre 2012 et 2013, la production de bois débité a doublé. Elle passe de 16 568 m<sup>3</sup> à 35 561 m<sup>3</sup>. Sur la même période, les exportations sont en recul de 12,8% en dépit d'une hausse exponentielle des ventes à l'étranger de bois divers. Les ventes locales d'Okoumé et d'Ozigo ont fortement augmenté ; par contre celles des bois divers chutent de 62%.

Le secteur bois et industrie du bois emploie 298 personnes en 2013.

### II.2.2.2. L'électricité et l'eau

#### - L'électricité

Dans la Nyanga, les villes connectées au réseau d'électricité de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) sont :

- Tchibanga en 1969 ;
- Mayumba en 1983 ;
- Moabi en 1996 ;
- Ndindi en 2004.

L'interconnexion avec le barrage hydroélectrique de Bongolo a permis l'amélioration de la fourniture d'électricité à Tchibanga. Les études sont faites pour l'électrification de Mabanda et Moulengui Bindza.

**Tableau 27 :** Production nette de l'électricité en GWh

Localités \ Années	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Tchibanga	0,84	1,85	3,96	114,1%
Mayumba	2,58	2,72	2,72	0%
Moabi	1,33	1,48	1,58	6,8%
Ndindi	0,47	0,51	0,51	0%
<b>Production totale</b>	<b>5,22</b>	<b>6,56</b>	<b>8,77</b>	<b>33,7%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

La production d'électricité augmente de 33,7% en 2013 par rapport à 2012. Cette hausse résulte des communes de Tchibanga et de Moabi dont les hausses de production s'établissent respectivement à 114,1% et 6,8%.

**Tableau 28 :** Nombre d'abonnements en électricité

Localités \ Années	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Abonnements				
- Basse tension				
Mayumba	4 369	4 719	4 898	3,8%
Moabi	720	753	774	2,8%
Ndindi	442	455	483	6,2%
Tchibanga	145	146	146	0%
Tchibanga	3 062	3 365	3 495	3,9%
- Moyenne tension				
Mayumba	15	15	15	0%
Tchibanga	2	2	2	0%
Tchibanga	13	13	13	0%
<b>Total</b>	<b>4 384</b>	<b>4 734</b>	<b>4 913</b>	<b>3,8%</b>
Abonnements au tarif social				
Mayumba	158	368	334	-9,2%
Moabi	30	237	277	16,9%
Ndindi	6	66	64	-3,0%
Tchibanga	536	806	896	11,2%
<b>Total</b>	<b>730</b>	<b>1 477</b>	<b>1 571</b>	<b>6,4%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

Les branchements basse et moyenne tension connaissent une amélioration de 3,8%, (179 branchements en plus). Ils passent de 4 734 abonnés en 2012 à 4 913 un an après. Les branchements sociaux augmentent de 6,4% en dépit de la baisse observée à Mayumba et à Ndindi.

**Tableau 29** : Vente de l'électricité basse et moyenne tensions en GWh

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Tchibanga	12,07	10,76	9,58	-11%
Mayumba	1,69	2,54	2,27	-10,6%
Moabi	0,89	1,02	1,15	12,7%
Ndindi	0,45	0,45	0,47	4,4%
<b>Ventes totales</b>	<b>15,1</b>	<b>14,77</b>	<b>13,47</b>	<b>-8,8%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

Les ventes baissent de 8,8% en 2013 du fait de la diminution des ventes de la localité de Mayumba (-10,6%) et de celle de Tchibanga (-11%).

**Tableau 30** : Chiffre d'affaires hors taxes électricité en MFCFA

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
- Basse tension				
Mayumba	161,19	231,71	236,11	1,9%
Moabi	74,49	93,77	105,25	12,24%
Ndindi	45,67	42,20	50,98	20,8%
Tchibanga	887,07	950,39	841,54	-11,5%
- Moyenne tension				
Mayumba	8,81	8,81	8,81	0%
Tchibanga	199,34	200,97	206,32	2,7%
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>1 376,57</b>	<b>1 527,85</b>	<b>1 449,01</b>	<b>-5,2%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

Le chiffre d'affaires basse tension recule dans la ville de Tchibanga de 11,5% alors qu'il est en hausse dans toutes les trois autres villes. Ce recul s'est répercuté sur le chiffre d'affaires total qui baisse de 5,2%.

Le pétrole lampant est la principale source d'éclairage en milieu rural. Dans certains villages, des groupes électrogènes et des panneaux solaires (à une trentaine de kilomètres de Tchibanga en direction de Moabi et de Mayumba) sont utilisés.



Panneau solaire dans un village entre Tchibanga et Mayumba

### - L'eau

Comme pour l'électricité, seules les populations des villes de Tchibanga, Mayumba, Moabi et Ndindi ont accès à l'eau courante. Ces localités sont desservies depuis les années 1973, 1983, 1989 et 2004 respectivement. Dans ces quatre localités, l'activité progresse en 2013.

**Tableau 31** : Eau livrée au réseau de distribution en milliers de m<sup>3</sup>

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Mayumba	158	166	176	6,0%
Moabi	131	108	135	25,0%
Ndindi	18	21	21	0%
Tchibanga	1 114	1 173	1 269	8,2%
<b>Total</b>	<b>1 421</b>	<b>1 468</b>	<b>1 601</b>	<b>9,1%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

La quantité d'eau livrée au réseau de distribution augmente dans toutes les localités desservies en 2013 par rapport à 2012. La plus forte augmentation étant imputée à la ville de Moabi (25%). D'où une augmentation de la production totale de 9,1%.

**Tableau 32** : Nombre d'abonnements en eau

Années Localités	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Abonnements				
Mayumba	306	329	361	9,7%
Moabi	188	202	227	12,4%
Ndindi	34	34	34	0%
Tchibanga	1 575	1 753	1 925	9,8%
<b>Total</b>	<b>2 103</b>	<b>2 318</b>	<b>2 547</b>	<b>9,9%</b>
Abonnements sociaux				
Mayumba	62	69	78	13,0%
Moabi	37	40	58	45%
Ndindi	14	14	13	-7,1%
Tchibanga	251	319	444	39,2%
<b>Total</b>	<b>364</b>	<b>442</b>	<b>593</b>	<b>34,2%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

Le nombre total d'abonnements passe de 2 318 en 2012 à 2 547, soit 229 abonnés supplémentaires. Les abonnements sociaux augmentent de 34,2% et se situent à 593 en 2013, contre 442 un an avant. Cette situation serait imputable aux nouvelles constructions de logements économiques effectuées par la Société Nationale Immobilière (SNI). En conséquence le chiffre affaires hors taxes s'améliore de 12,7% pour s'établir à 543,38 millions de F CFA en 2013 contre 481,85 en 2012.

**Tableau 33 : Ventes et chiffre d'affaires**

Localités	Années	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Volumes vendus (milliers de m <sup>3</sup> )					
Mayumba		155,84	160,20	190,37	18,8%
Moabi		111,11	108,10	121,43	12,3%
Ndindi		17,36	21,81	23,56	8,0%
Tchibanga		1 004,01	1 036,74	1 162,65	12,1%
<b>Total</b>		<b>1 288,32</b>	<b>1 236,85</b>	<b>1 497,99</b>	<b>21,1%</b>
Chiffres d'affaires hors taxes (M FCFA)					
Mayumba		54,33	57,90	68,77	18,8%
Moabi		40,15	39,24	44,08	12,3%
Ndindi		6,2	7,91	8,53	7,8%
Tchibanga		362,75	376,80	422,00	12%
<b>Total</b>		<b>463,43</b>	<b>481,85</b>	<b>543,38</b>	<b>12,8%</b>

Source : Rapports d'activité SEEG

En milieu rural, les eaux de surface constituent la principale source d'approvisionnement. Des pompes hydrauliques ont été installées dans certains regroupements de villages. Selon les statistiques hydrauliques éditées par la Direction Générale des Ressources Hydrauliques, la province est couverte à 46% de points d'eau. 81 villages en sont équipés, pour un total de 85 points d'eau.

### II.2.2.3. Le bâtiment et les travaux publics

L'activité de ce secteur s'est développée en raison de la construction de la route Tchibanga-Mayumba et du pont rail sur la Banio. Elle est effectuée par SERICOM Gabon SA installée à Tchibanga pour ce qui est des travaux publics et des tâcherons qui interviennent dans le bâtiment.

Le bitumage de la route Tchibanga – Mayumba réalisé à fin 2013 par la société SERICOM-Gabon s'étend sur une soixantaine de kilomètres. La société déplore le manque de main d'œuvre locale qualifiée. Le nombre d'employés est passé de 350 en 2012 à 372 en 2013.

### II.2.3. Le secteur tertiaire

Outre quelques hôtels, le secteur tertiaire est composé d'une multitude de petits commerces et de services évoluant majoritairement dans l'informel.

#### II.2.3.1. Le commerce

Le commerce regroupe l'ensemble des établissements opérant dans la distribution et la vente des produits divers (alimentation, habillement, cosmétique, quincaillerie, produits pétroliers, produits pharmaceutiques, la farine etc.).

##### - Le commerce général (alimentation, habillement, cosmétique et quincaillerie)

Il est l'apanage du groupe Céca-Gadis (Intergros, Gaboprix, Cécado), des expatriés ouest-africains et syro-libanais. Le commerce des produits vivriers est le fait des nationaux, notamment les femmes.

##### - Le commerce des produits pétroliers (carburant, lubrifiant, gaz)

La gestion des produits pétroliers est assurée par la Caisse de Stabilisation et de Péréquation (caisse hydrocarbure) qui supervise en 2013 :

- trois stations services dont deux à Tchibanga et une à Mayumba ;
- 8 revendeurs de gaz.

Dans le domaine des hydrocarbures, la Caisse de Stabilisation et de Péréquation a pour missions :

- le contrôle des mouvements des produits pétroliers ;
- le contrôle de la commercialisation du pétrole lampant dans le réseau des stations services et en zone rurale ;
- la constitution des statistiques de consommation des produits pétroliers ;
- de veiller à la bonne collaboration avec les services locaux de la gendarmerie et des douanes dans le contrôle des livraisons des produits péréqués.

Hormis les stations-services, le commerce des produits pétroliers est également assuré par des détaillants installés le long des principaux axes routiers.

**Tableau 34** : Volume des mises à la consommation des hydrocarbures en litres gaz en bouteille de 12,5 kg

	2012				2013			
	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre
Gas-oil	350 000		430 000		325 000	495 000	525 000	750 000
Super	100 000		125 000		100 000	90 000	133 000	165 000
Pétrole	146 000		190 000		145 000	160 000	170 000	175 000
Gaz	10 231	12 317	8 329		8 406	12 016	11 492	12 628

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation Nyanga

Les stations-service ont offert mensuellement en 2013, sur le marché ninois, environ 200 000 litres de carburant et 3 000 bouteilles de gaz. Elles ont employé 12 agents.

Les prix de 2010 demeurent en vigueur en 2013, à savoir :

- 470 FCFA le litre de gas-oil ;
- 535 FCFA le litre de super ;
- 5 450 FCFA la bouteille de gaz de 12,5 kg.

La Caisse de Stabilisation et de Péréquation installée, depuis l'année 2007, dans la province de la Nyanga contrôle également la conformité des prix des produits pétroliers.

#### - Le commerce de la farine

La farine est un produit particulier parce qu'il est subventionné par l'Etat, c'est un produit péréqué. La péréquation de la farine dans la province est effective depuis le mois de septembre 2013 avec la mise en place des BC farine. Avant cette date, la province ne disposait pas de dépôts reconnus par la Direction Générale des Caisses de Stabilisation et de Péréquation. La caisse supervise 2 revendeurs grossistes de farine. Sa mission est de contrôler la farine mise à la consommation.

**Tableau 35 :** Livraison de sacs de farine en 2013

	Farine boulangerie	Farine beignets	Packs boutique
Tchibanga	1 390	150	630
Mayumba	100	0	0
<b>Total</b>	<b>1 490</b>	<b>150</b>	<b>630</b>

Source : Caisse de Stabilisation et de Péréquation Nyanga

#### - Le commerce des produits pharmaceutiques

Il est le fait d'une dizaine de dépôts dont l'activité subit la concurrence du secteur informel.

### II.2.3.2. L'hôtellerie et la restauration

En 2013, la province compte 26 structures d'hébergement et plusieurs restaurants.

#### - L'hôtellerie

**Tableau 36** : Structures d'hébergement en 2013

Départements	Nombre			Nombre de chambres	Prix moyen
	Hôtels	Motels	Cases de passage		
Mongo	0	0	1	6	5 000
Doutsila	0	0	0	0	0
Mougoutsi	2	11	-	194	21 000
Douigni	0	3	-	42	9 000
Basse Banio	3	3	1	70	16 000
Haute Banio	0	1	1	15	10 000
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>3</b>	<b>327</b>	<b>-</b>

Source : Etablissements hôteliers

L'activité des hôtels connaît des saisons hautes et basses. Les événements ponctuels (élections, fêtes et cérémonies diverses) constituent des périodes de fortes affluences pendant lesquelles le taux d'occupation est élevé. En périodes basses ce taux se situe à 30% en moyenne.



Hôtel MODIBITIE de Tchibanga

Les principaux clients sont les missionnaires de l'Etat et des sociétés privées.

### - La restauration

La province est dotée de trois types de restaurants :

- les restaurants de grand standing (restaurant d'hôtel) au nombre de trois pour 250 couverts ;
- les restaurants de moyenne capacité au nombre de sept pour un total de 153 couverts ;
- les restaurants de petites tailles (cafeteria, grillade et brochettes etc.) concentrés dans la capitale provinciale.



Restaurant les palmiers de Tchibanga

### II.2.3.3. Le tourisme

Deux des treize parcs nationaux du Gabon se situent dans la Nyanga. Ils font partie du Complexe d'Aires Protégées de Gamba (CAPG) :

- le parc national de la Moukalaba qui s'étend sur 449 548 ha, représentant à lui seul près de la moitié du CAPG, soit 44% de la superficie totale du Complexe. Il regorge d'impressionnantes populations de faune sauvage, comprenant les densités les plus élevées de gorilles. L'enjeu majeur de ce parc est économique, scientifique et social ;

- le parc marin de Mayumba d'une superficie de 97 163 ha. C'est le premier site du monde de ponte pour les tortues luth. Il est aussi peuplé d'une importante population de baleines à bosses, de dauphins, d'orques, de raies, de requins et de lamantins.

L'impact économique de ces parcs reste encore minime. Il ne se limite qu'à quelques recrutements (27 éco gardes et 2 agents de surface au parc national de Moukalaba Doudou).

### II.2.3.4. Les services bancaires, de transfert d'argent et de courrier

#### - Les services bancaires

Unique établissement bancaire de la province depuis 2002, l'agence de la Banque Gabonaise de Développement (BGD) a vu se joindre à elle, la société Gabon-Poste, dans son segment Poste-Bank.

L'agence BGD de Tchibanga est spécialisée dans l'octroi des crédits de trésorerie à court et moyen terme. Elle a accordé moins de crédits en 2013, comparativement à 2012. Cela se justifie d'une part par la stabilité de l'activité économique dans la province, il n'y a pas eu de création ni d'installation de nouvelles entreprises et, d'autre part, les clients à qui les crédits ont été accordés en 2012, en majorité les fonctionnaires, ne sont pas arrivés à échéance de leur remboursement. Ces derniers ne peuvent donc pas de ce fait, s'endetter à nouveau. La Banque s'est par conséquent appesantie sur les recouvrements.

La BGD s'est mue en banque universelle. Une nouvelle expérience pour elle. Le premier bilan de cette transformation se fera à la fin de l'année 2014. Ses principaux clients sont les fonctionnaires, la main d'œuvre non permanente et les commerçants.

La BGD emploie 9 agents et, est organisée en trois services : recouvrement, commercial et comptabilité.



Image 16 : Agence de la Banque Gabonaise de Développement à Tchibanga

La Poste-Bank a vu sa clientèle augmenter au fil des années du fait qu'elle effectue les mêmes opérations qu'une banque ordinaire, mais avec moins de contraintes. Les produits offerts au public sont :

- les cartes de retrait automatique ;
- les crédits ;
- la souscription des assurances à partir des comptes ;
- les crédits « rentrée scolaire » ;
- les « crédits petit équipement » ;

- les quinzaines.

Les montants exigés pour ouvrir un compte courant sont les suivants :

- 30 000 F CFA pour les particuliers ;
- 300 000 F CFA pour une entreprise individuelle ;
- 500 000 F CFA pour les autres entreprises ;
- 50 000 F CFA pour les associations.

Avec 25 000 F CFA, on ouvre un compte d'épargne.

#### **- Le transfert d'argent**

Le transfert d'argent est effectué par Gabon-Poste dans son segment transfert en partenariat avec Western-Union et par des expatriés ouest-africains recensés par la Direction Générale de la Concurrence et de la Consommation.

Western Union Tchibanga n'effectue que les transferts d'argent à l'international pour un quota journalier de 5 millions de F CFA. Les envois d'argent au Gabon sont confiés au service mandat. Les pays destinataires des transferts d'argent sont par ordre d'importance :

- le Liban ;
- le Niger ;
- le Mali ;
- le Bénin ;
- et le Sénégal.

Peu de transferts proviennent de l'étranger, notamment de la France et des Etats-Unis pour un montant maximum de 200 000 F CFA par envoi.

Les principales villes gabonaises destinataires des mandats sont :

- Libreville (un montant maximum par envoi d'un million) ;
- Mitzic ;
- Minvoul à raison de 200 000 F CFA par envoi ;
- Mouila (20 à 30 000 F CFA).

Les mandats en provenance d'autres localités concernent Libreville et Port-Gentil pour les montants pouvant atteindre 20 millions de F CFA.

Pour ce qui est des transferts effectués par des expatriés Ouest-Africains, les barèmes homologués par le Service Provincial de la Concurrence et de la Consommation en 2013, quelque soit la localité, figurent dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 37** : Barème des transferts d'argent au départ de Tchibanga en 2013

Tranches en francs CFA	Montant des frais en F CFA
de 1 à 25 000	1 500
de 25 001 à 50 000	2 000
de 50 001 à 80 000	3 000
de 80 001 à 100 000	4 000
de 100 001 à 130 000	5 000
de 130 001 à 150 000	6 000
de 150 001 à 180 000	7 000
de 180 001 à 200 000	8 000
de 200 001 à 230 000	9 000
de 230 001 à 260 000	10 000
de 260 001 à 280 000	11 000
de 280 001 à 310 000	12 000
de 310 001 à 350 000	13 000
de 350 001 à 400 000	14 000
de 400 001 à 430 000	15 000
de 430 001 à 500 000	18 000
de 500 001 à 700 000	23 000
de 700 001 à 900 000	30 000
de 900 001 à 1 000 000	35 000

Source : Service Provincial de la Concurrence et de la Consommation

#### - Le service courrier

Ce service incombe à la Poste Mail qui compte 620 boîtes postales parmi lesquelles 600 petites boîtes. Seule une centaine de boîtes est fonctionnelle. Les prix des abonnements aux boîtes postales sont les mêmes que ceux de Libreville. La poste vend au maximum deux timbres mensuellement.

# CONCLUSION

La situation socio-économique de la province de la Nyanga n'a pas considérablement évolué en 2013 par rapport à 2012. Quoi qu'il en soit, notons que cette province augure des perspectives économiques meilleures avec d'une part la livraison dans les années qui vont suivre du pont rail sur la Banio et la construction du port en eau profonde de Mayumba.

Ces infrastructures susciteront la mise en valeur des ressources naturelles présentes dans la province. Elles permettront également le développement d'autres activités telles que l'agro-industrie, la pêche industrielle, etc.

\*

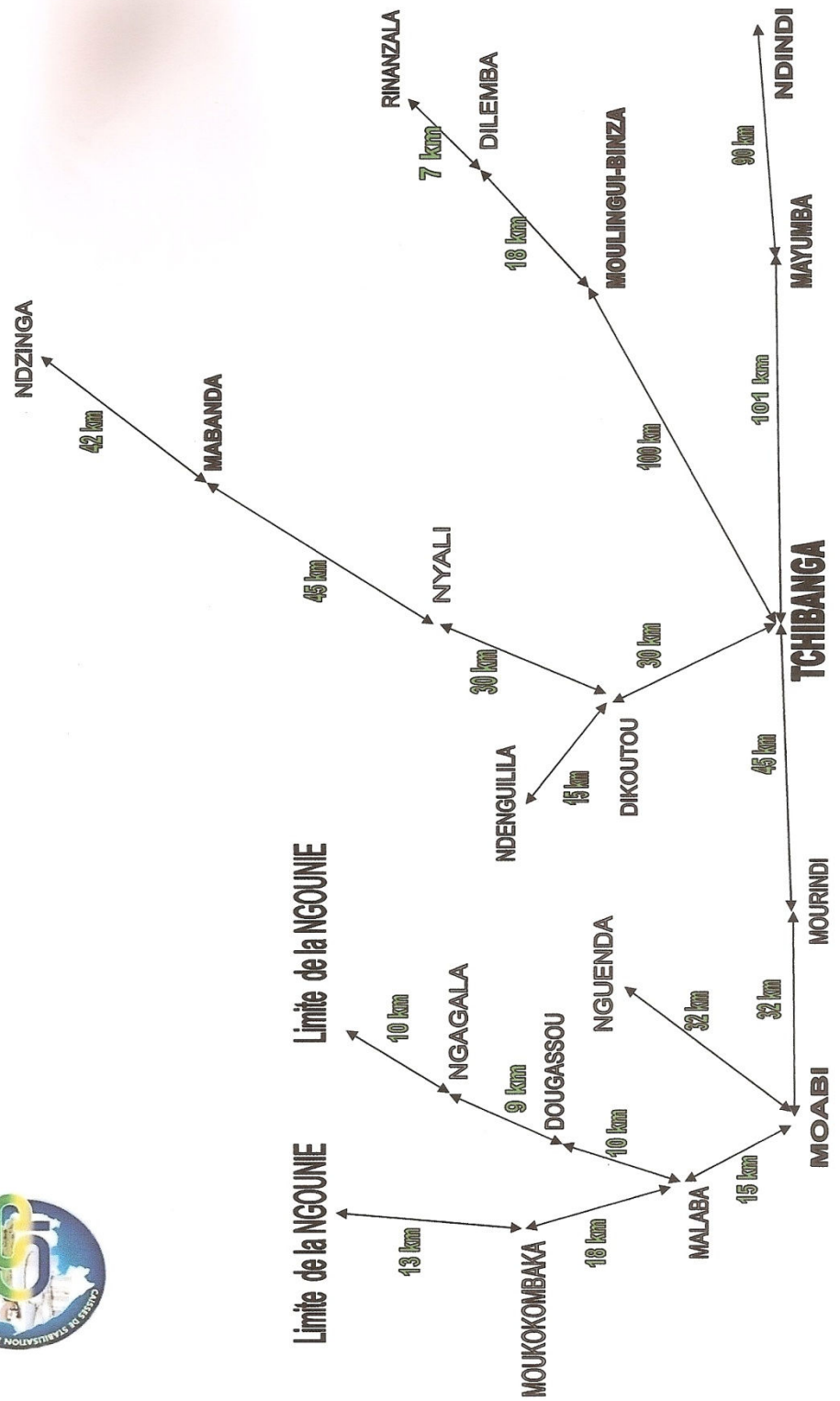
\*

\*



**ANNEXE 2 : Zones d'activité de la Caisse de Stabilisation et de Péréquation**

**KILOMETRAGE DES ZONES D'ACTIVITES CAISTAB NYANGA**



**DIRECTION DE LA REDACTION :**

- Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI, Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale ;
- Madame Aurélie KASSAT, Directeur Général Adjoint ;
- Madame Amélie ANGUE MINKO, Coordinatrice de la Cellule Promotion de l'Economie Provinciale

**REDACTEURS**

- Amélie ANGUE MINKO
- Raphaël MBA NANG, Chargé d'Etudes

**COMITE DE RELECTURE**

- Catherine MEZENE EBANE, Chargée d'Etudes
- Didier NKOGHE OBAME, Chargé d'Etudes
- Gislaine MINKUE ELANGMAN, Chargée d'Etudes
- Innocent ILAWOU, Chargé d'Etudes
- Jean-De-Dieu MOUSSODOU, Chargé d'Etudes
- Jean-Louis MIHINDOU, Chargé d'Etudes
- Kévin BOUNGOUNGOU, Chargé d'Etudes
- Mélanie-Flore KOUMBA, épouse EBIKAM, Chargé d'Etudes
- Patrick Renaud LOEMBA, Chef de Service
- Pierre-Dieudonné TATY, Chef de Service

**ADRESSES UTILES****GOUVERNORAT**

Secrétariat : 82 01 56

Secrétaire Général de province : 82 00 50 – 82 00 19

**SECURITE PUBLIQUE**

Défense Nationale : 82 02 58 – 82 01 70

Gendarmerie Nationale : 82 00 51 – 82 00 55 – 82 02 07

Police secours : 82 02 01 – 82 02 53 – 82 01 22

**SANTE PUBLIQUE**

Salle de Garde : 82 00 33

Maternité : 82 02 68

Médecin Chef de l'hôpital : 82 03 77

Médecin Généraliste : 82 00 10

Grandes Endémies : 82 00 71 – 82 00 97 – 82 01 39

Service Social : 82 01 43

**HOTELS ET RESTAURANTS**

Relais de la Nyanga : 07 54 83 76 – 06 04 20 49

Complexe hôtelier Modiboté : 06 04 20 49

Hôtel du Golf

Complexe Touristique Bungule Mbongu (Moabi)

Restaurant les palmiers : 07 58 92 06 – 06 10 25 91

**TRANSPORT AERIEN**

National Régional Transport : 06 66 90 85

**LOISIRS - TOURISME**

Association PROGRAMM : 07 85 96 37

Ranch Nyanga : 07 54 80 70

Parc de Moukalaba Doudou :

Parc marin de Mayumba

WWF : 73 00 28 – 07 75 88 80 -

**BANQUES -**

Banque Gabonaise de Développement : 82 00 12 – 82 00 13

Gabon Poste : 82 03 04

EMS Delta Plus : 82 03 85

Wester Union

**EAU ET ELECTRICITE**

Société d'Énergie et d'Eau du Gabon : 82 03 35

